

PARTIS

Où en sont les mouvements
de redressement ?

La dissidence organique tend à devenir la marque de fabrique des partis politiques algériens. Rares sont les formations à ne pas subir les vents de la protestation, notamment à l'approche des rendez-vous électoraux.

Le Front de libération nationale (FLN) n'a pas fini de couvrir sa crise. Il a fallu à Abdelaziz Belkhadem un coup de force pour échapper au coup de massue que les redresseurs se sont apprêtés à lui asséner lors du dernier comité central du parti. Même si la pratique à laquelle il a recouru n'est pas conventionnelle, elle lui a néanmoins permis de se tirer d'affaire pour un temps. Car la crise est toujours là, non résolue.

Logé à la même enseigne que le FLN, dans la périphérie immédiate du pouvoir, le Rassemblement national démocratique (RND) devait également récolter les mécontentements de certains de ses cadres et militants. Un mouvement de sauvegarde du parti est né autour de deux figures de proue, Tayeb Zitouni, le maire d'Alger-Centre, et Nouria Hafsi de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA).

Ce mouvement s'en prend ouvertement à Ahmed Ouyahia qu'il accuse d'autoritarisme dans la gestion du parti mais aussi d'avoir, au fil des ans, dilapidé le capital électoral du RND. Moins bruyante, la crise couve également au sein du MSP, un parti qui a cru judicieux de faire ses adieux à l'Alliance présidentielle pour en contracter une autre avec sa famille naturelle. Mais le coup est risqué pour Aboudjerra Soltani qui doit, conséquemment, gérer l'indiscipline de certains cadres du parti, à leur tête l'ancien ministre des Travaux publics, Amar Ghoul. Ce dernier n'entend pas délaïsser les salons feutrés auxquels il s'est habitué pour suivre Soltani dans ses pérégrinations incertaines

dans l'opposition. Mais les plus éprouvés par la crise organique sont le Front national algérien (FNA) de Moussa Touati et le Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed.

Le FNA perd quasiment les députés élus sous la bannière du parti. En sus, il fait face à une dissidence active.

Le FFS se trouve soumis, lui, à une épreuve jamais endurée auparavant. C'est quasiment l'ensemble des cadres qui se liguent contre la direction du parti qu'ils accusent de compromission avec le pouvoir.

S. A. I.

RND

Entre sérénité d'Ouyahia et
mobilisation des contestataires

Photo : Samir Sid

Ahmed Ouyahia reste à la tête du RND jusqu'au prochain congrès. Ses opposants campent sur leurs positions, en maintenant la pression pour un «*changement rapide et salutaire*» au sein du parti. C'est la situation qui prévaut actuellement au RND.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A moins de quatre mois des élections locales, la situation est qualifiée de confuse au sein du parti que dirige Ahmed Ouyahia. A la direction du parti, à sa tête son secrétaire général, on affiche une sérénité totale. Pour leur part, les animateurs du courant contestataire, né au lendemain des législatives du 10 mai dernier, restent convaincus que «*seule la mobilisation militante sera à même de mettre de l'ordre au sein de la maison RND*». Des sources proches du parti indiquent que «*l'engagement pris par les animateurs de la mouvance contestataire se poursuivra jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications*». Un défi hautement important à quelques mois de la tenue d'une importante échéance électorale, étape décisive avant la présidentielle de 2014. Il n'en demeure que la situation au sein du RND reste confuse, selon des spécialistes de la question politique.

Les représentants des frondeurs affirment qu'ils ne ciblent pas la personne d'Ahmed Ouyahia. «*Notre seul souci est de sauver le parti*», avait souligné Nouria Hafsi qui dénonce la gestion du secrétaire général du RND, qu'elle a qualifié une nouvelle fois, de «*dictateur*» et d'«*autoritaire*».

Selon M^e Hafsi, le débat contradictoire n'est pas autorisé dans les instances du parti. «*Les décisions sont prises par une seule personne, qui est Ahmed Ouyahia*». Or, ce dernier a démontré le contraire lors de la dernière réunion du conseil national du parti.

A ce propos, il fera savoir que «*le débat contradictoire est autorisé mais à condition qu'il soit à l'intérieur des structures du parti et conforme aux textes et règlements régissant notre parti*». Question : cette fronde est-elle liée à la perspective de la présidentielle de 2014 ? Pour Tayeb Zitouni, la réponse est «*non*». Cette fronde, rassure-t-il, n'a aucune relation avec l'événement politique de 2014.

M^e Nouria Hafsi se veut plus précise, en laissant entendre qu'Ouyahia peut largement se passer du soutien de son parti. «*Je ne pense pas que cet homme comptera sur le RND s'il veut se présenter à la présidentielle*. Ouyahia n'a jamais pris en considération son parti.» Le débat est lancé au sein du RND et la question reste entièrement posée. Wait and see.

A. B.

FFS

La succession violente

La succession à Aït Ahmed à la tête du FFS agit en lame de fond de la contestation organique et politique qui secoue le parti depuis les dernières élections législatives. Une contestation à laquelle la direction du FFS semble se résigner, sans trop savoir comment y faire face, les purges ayant manqué d'étouffer la dissidence.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Des crises, le Front des forces socialistes (FFS) en a vécu, au lendemain même de sa création en septembre 1963. D'amplitude plus ou moins intense, ces crises, à répétition, qui ont accompagné le cheminement du parti sur les sentiers escarpés de l'opposition, n'ont, cependant, à aucun moment ébranlé fondamentalement la structure.

Chef historique, zaïm adoubé par les militants, Aït Ahmed, le président ad vitam aeternam du parti, a toujours su, son aura aidant, trouver la parade, souvent en vouant aux gémonies les voix discordantes qu'il n'hésitait pas à désigner à la vindicte militante comme des agents des «*Moukhabarate*». Aït Ahmed en usait à satiété, tant est que la formule avait la magie de fonctionner à tous les coups. Jusqu'au moment où, vieillissant, il succomba lui-même, au mépris de la base militante, à l'appel des sirènes du pouvoir, provoquant, du coup, la scission la plus profonde et la plus significative dans les rangs du FFS.

Le parti est rongé, depuis sa décision de prendre part aux élections législatives du 10 mai dernier, par une contestation de loin la plus dense qu'il ait jamais connue. Tant par le nombre que par la qualité des



Photo : Samir Sid

cadres qui l'animent. Si le doigt accusant le FFS de compromission avec la présidence de la République, que la sémantique politique nationale désigne par «*clan du pouvoir*», ne pointe pas directement, du moins pour l'instant, Aït Ahmed, il ne manque toutefois pas de le viser. Car le reproche fait à la direction nationale du parti d'avoir dévié de la ligne de conduite originelle du FFS vaut aussi, sinon d'abord pour le président du parti. Cadres ayant eu à assurer le mandat de premier secrétaire national du FFS, les Karim Tabbou, Mustapha Bouhadeff, Ali Kerboua, Djoudi Mammeri savent pertinemment que c'est sous la diligence d'Aït Ahmed que tout se fait.

La compromission que le FFS vient de signer avec le pouvoir implique en premier chef le président du parti qui, d'ailleurs, a vite fait d'emprunter à Staline ses méthodes expéditives en recommandant au conseil national du parti de sévir fermement contre ceux qui ont ouvertement dénoncé la participation «*tactique*» du FFS aux législatives.

Karim Tabbou et Samir Bouakouir, pour ne citer qu'eux, feront les frais de la

purge ordonnée par Aït Ahmed. Cependant, plutôt que de se laisser intimider, ces derniers, rejoints par d'autres cadres, vont de l'avant et entreprennent de structurer la dissidence.

Une structuration qui a vu battre le rappel de tous les militants du parti exclus ou marginalisés mais qui, en même temps, a éjecté Karim Tabbou, apparemment rattrapé par des purges qu'il aurait commises lorsqu'il était aux commandes.

Face à cette contestation qui semble inscrite dans la durée, la direction d'Alger du parti fait mine de ne pas être troublée. Une attitude un peu paradoxale, tout de même, puisque c'est sur elle que s'abattent les critiques les plus acerbes. Il semble qu'elle est dans l'attente d'une directive d'Aït Ahmed qui lui dicterait un procédé de riposte. Or ce dernier, à en croire ce qui se révèle dans les apartés, a grandement perdu de sa verve et de ses capacités à gérer lucidement ce conflit organique.

Aussi, elle a du vrai l'assertion qui évoque, comme trame de fond à la contestation qui secoue le parti, une guerre de succession ouverte.

S. A. I.